

# Le mois

## La dictature fait fureur au Cameroun

J. D Wakam

Le Cameroun vit une période sombre de son histoire. Ce pays est sous le joug de Paul Biya, quatre-vingt-cinq ans, au pouvoir depuis trente-six années déjà et réélu le 7 octobre dernier pour un septième mandat au terme d'élections vivement contestées. Cette réélection survient dans le cadre d'une situation économique dégradée depuis 2011 et d'une crise politique qui oppose le régime et les factions indépendantistes des régions anglophones. Depuis la déclaration symbolique d'indépendance des régions anglophones situées au sud-ouest et au nord-ouest le 1<sup>er</sup> octobre 2017, cette crise s'enlise en conflit armé dont la violence s'est décuplée à la suite des élections d'octobre 2018.

### Une répression sanglante

Entre 2016 et 2017, des manifestations ont été organisées dans les régions anglophones, exigeant que le gouvernement central respecte les traditions d'enseignement et de justice du Cameroun anglophone. Menées par des avocats et des enseignants<sup>1</sup>, ces manifestations pacifiques ont été violemment réprimées par les forces de sécurité qui menèrent une série d'attaques aléatoires, incendiant notamment les vélos-taxis de jeunes gens et des commerces de détail. La répression a renforcé l'idée dans la population que l'indépendance des régions anglophones était la seule solution pour garantir

leurs droits civiques et citoyens<sup>2</sup>. C'est dans ce contexte que plusieurs organisations ont lancé une « déclaration d'indépendance ». Le jour même de cette déclaration, Paul Biya dénonça « un coup » fomenté par des « terroristes » et les médias publics annoncèrent que le président leur « déclarait la guerre ». Et, depuis fin 2017, le régime Biya organise une répression sanglante des organisations citoyennes et indépendantistes, dont certaines se sont militarisées en réponse aux exactions des forces gouvernementales.

Selon l'organisation Human Rights Watch, 180 000 personnes ont été déplacées depuis la fin 2017, mais selon d'autres sources<sup>3</sup>, il y aurait à ce jour plus de 800 morts et quelque 400 000 personnes ayant fui leur domicile à la suite des violences. Il est très difficile à présent de chiffrer le nombre de morts et de réfugiés, étant donné que le régime interdit la couverture journalistique de la crise et met aux arrêts les journalistes qui bravent cette interdiction. Des « indépendantistes » présumés sont arrêtés, torturés et exécutés en détention et les manifestations sont dispersées à balles réelles<sup>4</sup>. Des villages entiers dans les régions du nord et du sud-ouest du pays sont incendiés, des femmes violées puis assassinées, des jeunes garçons enlevés, des enfants en bas âge abattus<sup>5</sup>; de nombreuses personnes se font mutiler, etc. Les régions anglophones ont connu dans le même temps des coupures d'accès à internet, durant plusieurs mois et la connexion reste aléatoire aujourd'hui<sup>6</sup>. Par ailleurs, le gouvernement a bloqué l'accès aux médias internationaux aux journalistes.

2 | <https://bbc.in/2CU9M2F>.

3 | <https://bbc.in/2Tfbx31>.

4 | <https://cnn.it/2GWk04B>.

5 | <https://cnn.it/2S19dfQ>.

6 | <https://bit.ly/2VzJWGs>.

1 | <https://lemde.fr/21RtMa5>.

Dans un reportage de France 24 sur l'un des nombreux camps de réfugiés camerounais anglophones, le président de l'ONG humanitaire Ayah Foundation au Nigéria affirme que « la plupart des familles qui sont ici sont déchirées. On ne sait pas si le père, la mère, les frères, les sœurs... qu'on ne voit pas est, sont encore en vie. Avec toute cette violence, tout le monde a fui. Ils ont perdu tout ce qu'ils avaient, et le pire dans cette tragédie est que la plupart des réfugiés ici ont eu au minimum un membre de leur famille mort dans sa maison incendiée. Le traumatisme subi est énorme.<sup>7</sup> » Le nombre de réfugiés ne cesse d'augmenter de jour en jour tant les populations continuent à être opprimées. « La situation des droits humains au Cameroun a atteint un niveau de crise et pourrait encore s'aggraver<sup>8</sup> », affirme Mausi Segun, directrice de la division Afrique de Human Rights Watch.

Évidemment, face aux exactions du régime, la solution indépendantiste paraît plus que jamais pertinente aux organisations citoyennes. La réponse de Biya lors de son discours d'investiture du 6 novembre a été claire : il a exigé de ces groupes qu'ils déposent les armes immédiatement comme préalable à toute négociation, annonçant qu'il continuerait impitoyablement à lutter contre eux tant qu'ils ne s'exécutaient pas. Et pour légitimer son refus du dialogue, il a une nouvelle fois assimilé les groupes citoyens à des terroristes.

### L'agonie de la liberté de la presse

La liberté de la presse est attaquée de plein fouet, cette attaque se traduisant notamment par une vague d'arrestations de journalistes et de professionnels de l'information. « La journaliste Mimi Mefo écrouée à la prison de New Bell à Douala », indiquait

VONews<sup>9</sup> le 8 novembre 2018. Mimi Mefo, rédactrice en chef de la radio et de télévision Equinoxe, est accusée de propagation de fausses nouvelles et de cybercriminalité pour avoir relayé un tweet relatif au révérend américain Charles Wesco, missionnaire américain âgé de quarante-quatre ans, tué à Bamenda<sup>10</sup>, l'une des villes où le régime Biya a envoyé son armée réprimer les mouvements indépendantistes. La journaliste, tout en citant sa source, a relayé l'information selon laquelle « la balle qui a tué le pasteur américain était une balle provenant de l'armée régulière ». Ce simple « retweet » lui vaut d'être traduite devant un tribunal militaire alors qu'elle est une civile. De même, Josiane Kougeu, journaliste à *Le Monde Afrique* et correspondante de l'agence de presse anglaise Reuters, a été arrêtée par la police tout comme son chauffeur et conduite à la direction de la surveillance du territoire<sup>11</sup>. Michel Biem Tong, promoteur du site d'information hurinews.com et correspondant pour le Comité de libération des prisonniers politiques (CL2P), est aujourd'hui en prison sans même avoir été jugé. Son crime est d'avoir dénoncé les exécutions sommaires, le recours systématique à la torture et les nombreuses autres violations des droits humains perpétrées par l'armée du régime Biya à l'endroit des populations civiles du nord et sud-ouest du pays<sup>12</sup>. Il est officiellement interdit de visite et privé de soins médicaux, pourtant son état de santé est critique.

« Il y a une volonté à travers Mimi Mefo et ceux qui sont embastillés depuis quelques jours, d'adresser un message aux autres journalistes à

9 | <https://bit.ly/2QzVqra>.

10 | Ville de la région anglophone du nord-ouest d'où proviennent les séparatistes, qui n'a pas voté aux dernières élections du 7 octobre et conteste les résultats.

11 | <https://bit.ly/2VFhi6Z>.

12 | <https://bit.ly/2Uj9urd>.

7 | <https://bit.ly/2tQ2yGp>, consulté le 6 novembre 2018.

8 | <https://lemde.fr/2IRtMa5>.

savoir : que nous sommes obligés de nous taire<sup>13</sup> », affirmait Denis Kwebo, président du Syndicat national des journalistes du Cameroun à l'occasion de l'arrestation de sa consœur.

Mais le régime ne s'arrête pas là : non content d'étouffer la liberté de la presse, il s'en prend à la liberté d'expression. À la suite de la contestation des résultats électoraux des présidentielles du 7 octobre par le principal parti d'opposition, le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), toutes les manifestations, même les plus pacifiques, sont réprimées. Par exemple, afin de revendiquer sa victoire aux élections présidentielles et de dénoncer un holdup électoral du régime en place, le candidat de l'opposition et président du MRC, Maurice Kamto, a appelé à une forte mobilisation de ses partisans et du peuple camerounais à l'occasion d'une « marche pacifique et patriotique » le 6 novembre. Le régime a, en réponse, déployé l'artillerie lourde, quadrillant la capitale pour empêcher tout rassemblement, et c'est en usant d'une violence inouïe que les forces de sécurité ont dispersé la brève manifestation qui s'est tenue sur un rondpoint éloigné des institutions et du regard des médias internationaux.

Tout journaliste qui essaie de couvrir les manifestations est interpellé. Par ailleurs, d'après les informations relayées par Michel Biem Tong, Maurice Kamto et les autres leaders du MRC feraient l'objet de pressions et de tentatives d'intimidation notamment au travers de menaces d'assassinat<sup>14</sup>. Depuis le 6 novembre, Kamto est privé de tout mouvement et est assigné à résidence par la police et la gendarmerie, sans motif légal.

## Des fraudes électorales

De nombreuses vidéos prises dans différents bureaux de vote à travers le pays lors des élections présidentielles qui se sont tenues le 7 octobre 2018 au Cameroun révèlent une succession de fraudes et de malversations. Sur une vidéo<sup>15</sup> amateur prise au bureau A à Bataki dans l'Est, on peut voir comment les bulletins de vote ont été remplis d'avance en faveur du président sortant Paul Biya. Dans une autre<sup>16</sup>, on voit un assesseur apposer ses empreintes sur les espaces réservés aux votants. Il existe aussi de nombreuses autres vidéos montrant des fraudes dans les ambassades camerounaises en Europe, et ceci toujours en faveur du candidat président Biya.

Plus fascinant encore, comme l'a dévoilé TV5 Monde, la délégation présentée par le régime de Biya comme des membres de Transparency International pour assurer la transparence des élections n'a en réalité aucun lien avec ladite institution : « l'ONG rappelle n'avoir aucune équipe d'observateurs internationaux au Cameroun et parle d'une usurpation de titre inacceptable<sup>17</sup> ». Une procédure du fisc est désormais ouverte en France pour les soupçons de montants non déclarés perçus au Cameroun d'une valeur de 300 000 euros, soit 200 millions de francs CFA, qui auraient été remis aux membres français de la délégation des faux observateurs de Transparency International.

Il est important de souligner que l'organe chargé de l'organisation des élections (ElecCam<sup>18</sup>) appartient au parti au pouvoir et que la Cour constitutionnelle, la plus haute instance du pays, qui a pour

15 | <https://bit.ly/2SDxcNb>.

16 | <https://bit.ly/2SDns5y>.

17 | <https://bit.ly/2SDoEWA>.

18 | ElecCam (Election Cameroun) est un organe chargé de l'organisation, de la gestion, et de la supervision de l'ensemble du processus électoral et référendaire.

13 | <https://bit.ly/2QzVqra>.

14 | <https://bit.ly/2VCF5o6>.

devoir d'assurer l'État de droit, se plie très volontiers à la volonté du régime. En effet, la Constitution camerounaise place de fait ces organes sous la tutelle présidentielle au travers des nominations de ses membres. Durant les plaidoyers tenus à la Cour constitutionnelle lors du contentieux postélectoral, les avocats des différents partis de l'opposition ont pu démontrer, sur la base de preuves, la falsification des résultats. Le président de la Cour a tout simplement balayé les requêtes des partis d'opposition qui demandent une annulation partielle pour les uns et un recomptage des voix dans certains bureaux de vote pour les autres, en jugeant ces preuves irrecevables<sup>19</sup>.

La situation au Cameroun est plus que critique. Le régime bafoue les droits fondamentaux, musèle la presse, jette en prison les journalistes, les opposants politiques et tous ceux et celles qui ont un avis critique envers sa politique meurtrière. Il refuse absolument d'envisager le dialogue avec les organisations citoyennes, avec l'opposition et, plus largement, avec le peuple camerounais ! Sa réponse unique est la répression et l'organisation du massacre de populations civiles. En attendant, le nombre de morts dans le Nord et le Sud-Ouest, mais aussi à l'extrême Nord du pays ne cesse de s'aggraver.

---

19 | <https://bit.ly/2Heyn3w>.